

13 février 2007

Demain, la gauche

Par Guillaume Bachelay et Emmanuel Maurel,
membres du Conseil National du P.S.

Depuis 30 ans, trois tendances destructrices déchirent la société française et se jouent des alternances.

La tendance économique à l'accroissement des écarts de revenus creuse les inégalités. En deux décennies, le capital a pris environ 10 points aux salaires dans la valeur ajoutée. Rosa Luxembourg disait jadis que « si toute la population savait, le régime capitaliste ne tiendrait pas 24 heures ». Aujourd'hui, seule une Olympe de gagnants tire son épingle du jeu. C'est une fabrique à colère dont les émeutes urbaines ont donné un aperçu.

En découle la tendance à l'implosion de la société de classes. La peur du déclassement pour soi provoque l'évitement des autres... surtout lorsqu'ils appartiennent à la catégorie sociale immédiatement inférieure. Les classes moyennes se smicardisent, les couches populaires se RMI-sent – partout, c'est la lutte *dans* les classes pour l'accès à l'emploi (même précaire), à l'école (fût-elle privée) ou aux transports (pour ne pas être assigné à résidence).

Dans le débat public, enfin, les thèmes de l'extrême droite ont le vent en poupe. De l'amalgame immigration-insécurité à la dénonciation des experts, tout l'attirail idéologique de Le Pen est recyclé. Pendant ce temps, le FN se réfère à Valmy ! Dans cet étrange chassé-croisé, celui-ci n'a rien à perdre, mais les partis républicains prennent le risque de se perdre.

Pour notre génération, celle des trentenaires, l'élection présidentielle se résume à un enjeu : peut-on stopper et inverser ces régressions ?

De la droite, il n'y a rien à attendre car elle a intérêt à leur aggravation. La société précaire se laisse dévorer par la peur des autres (l'immigré, le voisin, le collègue de bureau) et par la haine de soi (du modèle français dont le déclin est proclamé). Dès lors, un parti et son chef peuvent se fixer pour mission de faire la part des « méritants » et de la « racaille ». C'est la ruse UMP : jouer les Père Fouettard pour imposer le libéralisme à un pays qui n'en veut pas.

Le Parti socialiste n'incarnera le changement que s'il se montre aussi fidèle aux salariés que la droite l'est au Medef et comble le fossé entre gauche parlementaire et gauche protestataire. Nous souhaitons qu'il propose rapidement un contrat de mandature à nos partenaires habituels, ainsi qu'aux associations et mouvements de l'« autre gauche ». Ne choisissons pas entre Buffet et Bové, rassemblons-les ! Le refus du libéralisme économique et de ses impasses est le seul ciment des électeurs de gauche. Ne pas le comprendre peut faire illusion voire élection, mais au final suscitera la déception. Plus que de « politique autrement », il y a besoin d'une autre politique.

Répondre à l'urgence sociale – emploi, salaires, éducation, logement, services publics – est notre devoir collectif. Mais pour qu'être de gauche garde un sens, il faut aussi mettre en place, sur plusieurs terrains, un nouveau rapport de forces avec tous nos adversaires.

1) L'Etat pour préparer l'avenir. Les dégâts de la décentralisation libérale sont connus : compétences brouillées, financements asséchés, territoires en rivalité, élus stigmatisés. Réformer l'Etat ne signifie pas le saborder. Pour qu'il respire et les collectivités avec lui, une pause dans les transferts de charges au « local » est indispensable. Gare aussi aux sirènes régionalistes : devant l'exigence d'égalité, le Limousin n'est hélas pas l'Ile-de-France ! C'est à l'Etat républicain – qui ne doit pas devenir un Etat fédéral – de garantir la solidarité et d'assurer le pilotage stratégique de l'économie, de l'industrie, de la recherche. Encore faut-il lui permettre d'investir, d'impulser et de prélever ! Où sont les TGV et les Ariane de demain ?

2) La laïcité pour vivre ensemble. Relayées par de nouveaux obscurantismes religieux ou communautaires, les critiques contre le progrès scientifique sont légion. Il est urgent que la laïcité fasse son retour – et d'abord à l'école et à l'hôpital – comme un principe de hiérarchisation. Tout ne se vaut pas ! Les droits de l'homme et la dignité de la personne ne sont pas solubles dans le relativisme culturel.

3) L'Europe pour protéger et peser dans la mondialisation. Libre-échange maximal, régulation minimale – la vision anglo-saxonne a pris le pouvoir à Bruxelles. Dans ce contexte, le « Non » au traité constitutionnel peut être un levier si l'on sait s'en servir. Plaçons les libéraux face à leurs responsabilités : sans la prise en compte des revendications pour une Europe sociale, plus interventionniste – dans le domaine commercial avant tout –, c'est l'Union qu'ils assassinent. Expliquons à nos partenaires notre besoin commun d'une souveraineté européenne dans la mondialisation. Et donnons-nous 10 ans pour réorienter l'Europe et la muscler face à la Chine et aux Etats-Unis.

Voilà ce que l'on est en droit d'attendre de la gauche quand on a 30 ans... et plus. Qu'elle soit à la hauteur de son histoire et qu'elle n'ait pas honte de ses valeurs. Transformer ou subir, à elle de choisir.